

SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N)

COMITE SYNDICAL DU 17 DECEMBRE 2025

PROCES-VERBAL DE SEANCE

Au début de chacune de ses séances, le Comité syndical nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Président et le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du Comité syndical présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet du syndicat mixte ADN et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

ORDRE DU JOUR

1. Désignation d'un(e) secrétaire séance
2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité syndical du 15 octobre 2025
3. Débat d'Orientations Budgétaires
4. Usages et services : Mise en place d'un dialogue sur l'opportunité d'un rapprochement avec le syndicat mixte Numérian sur le développement des usages et services numériques
5. Fonctionnement : Extension de la délégation de pouvoir au Président du syndicat mixte ADN pour lui donner une habilitation pour agir et produire des écritures devant l'ARCEP
6. Informations règlementaires
7. Questions diverses

L'an deux mille vingt-cinq, le mercredi 17 décembre à 10 heures, le Comité syndical du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le jeudi 11 décembre, s'est réuni par suite d'une absence de quorum lors de la séance du 11 décembre 2025, en session ordinaire, en visioconférence, au siège du syndicat, sous la présidence de Didier-Claude BLANC.

NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSÉ	NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSÉ
BLANC D.-C. (PR)	X			MAISONNAT P.			X
MASSEBEUF I. (VP)			X	LADEGAILLERIE J.	X		
TOURVIELHE M. (VP)			X	SOULIGNAC F.			X
FERNANDEZ M. (VP)			X	FERROUSSIER F.			X
BRUN C. (VP)	X			LEBRAT J.			X
FALCONE C. (VP)			X	MATHON C.			X
BONNET-FERRAND V.			X	INARD P.			X
AURIAS C.			X	REY C.			X
GAUCHER S.			X	FERLAY A.			X
SAULIGNAC H.			X	DEVOCHELLE C.			X
JOUVET P.			X	GINEVRA S.			X
ANGELI X.			X	LARUE F.			X
ANJOLRAS H.			X	MANTONNIER L.			X
ROUVEYROL B.	X			MASSOLA C.			X
BOYER J.			X	MARCAILLOU P.			X
CARRIER M.			X	MATTRAS J.-M.			X
ALBERTI A.	X			MOLINIE S.			X
COLL N.			X	MOSSAZ P.			X
DECONINCK S.			X	NAJI D.			X
DECULTY J.-P.			X				

Pouvoir : 0

Secrétaire de séance : Claude BRUN.

EN EXERCICE : 39 PRESENTS : 5 (16 voix) VOTANTS : 5

Quorum : Non requis pour cette séance.

Le Président ouvre la séance et procède à l'appel des élus présents.

Le quorum étant atteint, le Comité syndical peut valablement délibérer.

1. Désignation d'un(e) secrétaire de séance

Le Président propose au Comité syndical la désignation de Monsieur Claude BRUN en qualité de secrétaire de séance. Il sera assisté par les services du syndicat mixte ADN.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

- ARTICLE UNIQUE : DE DÉSIGNER Monsieur Claude BRUN en qualité de secrétaire de séance.

2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité syndical du 15 octobre 2025

Le Président annonce l'arrivée de Monsieur Norbert COLL.

Il rappelle ensuite aux membres du Comité syndical qu'il leur appartient d'approuver le procès-verbal de la séance du 15 octobre 2025. Il précise que ce dernier a été joint à la convocation.

En l'absence d'observations, **le Président** propose de passer au vote.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

- ARTICLE UNIQUE : D'ARRÊTER le procès-verbal de la séance du Comité syndical en date du 15 octobre 2025.

3. Débat d'Orientations Budgétaires

Le Président :

- Rappelle que le débat d'orientation budgétaire tient une place fondamentale dans le cycle budgétaire territorial en ce qu'il a pour objet de présenter et de discuter, au sein de l'assemblée délibérante, un rapport portant sur les grandes orientations générales budgétaires du syndicat mixte ADN. L'objectif étant de préparer l'examen du budget de l'année à venir, lequel doit être soumis au Comité syndical dans les 10 semaines suivant la tenue du présent débat.
- Précise que la tenue du débat d'orientation budgétaire constitue, sur le plan juridique, une formalité préalable substantielle à l'adoption du budget primitif. Autrement dit, la délibération adoptant le budget qui n'aurait pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire distinct serait entachée d'illégalité et pourrait être annulée par le juge.

- Indique que le rapport d'orientation budgétaire a été joint à la convocation des délégués. Conformément au Code général des collectivités territoriales, ce rapport porte notamment sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette.

Le Président passe la parole au Directeur général des services, Monsieur Sébastien DELARBRE.

Monsieur Sébastien DELARBRE :

- Rappelle que le syndicat mixte ADN a tenu les objectifs fixés dans le schéma directeur territorial d'aménagement numérique dont il est porteur ;
- Indique que pour 2026 la priorité du syndicat demeure le déploiement pour atteindre l'objectif nouvellement fixé de tendre vers le 100 % FTTH ;
- Informe l'assemblée qu'à la suite des recommandations de la Chambre régionale des comptes, le syndicat a lancé des consultations pour amorcer la révision du volet usages et services du schéma directeur ainsi que pour doter la structure d'un schéma de résilience. Plus généralement, le syndicat a intégré dans son plan de charge la mise en œuvre des recommandations de la Chambre dont un rapport de suivi lui sera notifié fin 2026 conformément au code des juridictions financières.
- Poursuit en expliquant que les services sont attentifs aux enjeux que représentent le décommissionnement du réseau cuivre et le renouvellement prochain des conseils municipaux et communautaires. Le syndicat sera également vigilant aux sujets stratégiques que sont la complétude des déploiements, la hausse des tarifs des coûts d'exploitations dans le secteur des télécoms, les recommandations ARCEP, la résilience des réseaux, les Usages et Services, la cybersécurité et la souveraineté numérique.
- Rappelle ensuite, sur un plan opérationnel, l'état du déploiement (source : IPE) :
 - 327 087 SUF déployés IPE
 - 348 055 SUF livrés à l'exploitant (= SUF potentiellement raccordables au sens du marché, ceci inclut le périmètre ADTIM FTTH).
 -
 - La commercialisation s'établit comme suit :
 - 160 468 raccordements réalisés
 - 10 268 commandes en cours
 - Soit 50 % de taux de pénétration.

- Avant d'aborder plus précisément le rapport d'orientation budgétaire, il rappelle, à l'appui de l'organigramme, que le syndicat mixte ADN comporte 24 emplois permanents pourvus (dont 5 CDD, 11 CDI, 8 fonctionnaires titulaires), 4 emplois non permanents et un vacataire (pour les conventions). Il précise que certaines dépenses de personnels opérationnels (Pôle maîtrise d'œuvre conception) sont immobilisées en investissement (travaux en régie) et supportées par le plan de financement du projet.

Monsieur le Président donne la parole à la Responsable financière et des Ressources Humaines du syndicat mixte ADN, Madame Béatrice AUSSEUR.

Madame Béatrice AUSSEUR commence par présenter les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement :

Dépenses	
Charges d'exploitation courante	10 082 525€
Charges de personnels	1 984 500€
Autres charges de gestion (élus + frais dossier emprunts)	122 100€
Charges financières (intérêts emprunt : le Cube, FTTH, reprise emprunt EPCI) hors nouveaux emprunts	2 339 875€
Charges exceptionnelles (dont pénalités sur marché ORANGE)	240 000€

Recettes	
Contribution des membres : les deux Départements, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, les 27 EPCI	1 400 000 €
Produits issus de l'exploitation :	
<ul style="list-style-type: none"> Redevance de contrôle d'ADTIM et ADTIM FTTH, Redevance d'usage des biens mis à disposition d'ADTIM (plan complémentaire NRA ZO). Redevance d'usage des biens mis à disposition dans le cadre de l'affermage FTTH. 	8 196 642€

▪ Prestation de services (contrat ORANGE – remboursement ADTIM)	12 891 901€
▪ Remboursement pénalités Orange (ADTIM)	240 000€
▪ Retour à meilleure fortune	4 336 390€

Monsieur Jacques LADEGAILLERIE demande en quoi consiste la clause de retour à meilleure fortune.

Monsieur Sébastien DELARBRE explique qu'il s'agit d'une clause du contrat de délégation de service public qui permet, en cas d'amélioration de l'économie générale de la délégation par rapport aux prévisions économiques initiales, de prévoir un reversement par le délégataire au profit du syndicat mixte ADN.

Madame Béatrice AUSSEUR :

➤ Poursuit avec la section d'investissement :

Dépenses	
Projet FTTH et coordinations de travaux	77 402 000€
Participation publique au coût de raccordement (ADTIM FTTH)	12 000 000€
Immobilisations corporelles (équipement de communication, équipement informatiques)	17 000€
Immobilisations incorporelles (logiciels informatiques, frais études)	126 000€
Emprunt	4 401 430€
Usages et Services	300 000€

Recettes	
Participation des membres et des financeurs : Projet FTTH : > 1 200 000 € pour Département 07 > 4 350 000€ pour la Région > 11 194 000€ pour le FSN	16 744 000€
Immobilisations en cours (remboursement avances)	500 000 €
Emprunt	20 000 000 €
Réfactions	4 000 000€
Autres PTF (ADTIM)	207 902€

➤ Récapitule l'état de l'endettement :

- Emprunt Acquisition et aménagement Le Cube
Etablissement bancaire : Caisse d'épargne
Montant emprunté : 1 400 000 euros
Annuité 2026 : 102 351 euros
Taux : 1,23 %
Durée : 15 ans (fin en 2031)
- Emprunts transfert de compétences
Etablissements bancaires : Caisse d'épargne et Caisse des Dépôts et Consignations
Montant emprunté : 550 000 euros
Annuité 2026 : 18 472 + 26 832€
(Fin en 2028 et 2033)
- Emprunts FTTH 2020
Etablissement bancaire : Banque postale
Montant emprunté : 30 000 000 euros (3 contrats à 10 000 000 € chacun)
Annuité 2026 : 1 384 955 euros
Taux : 0.71 %
Durée : 25 ans
- Etablissement bancaire : ARKEA
Montant emprunté : 30 000 000 euros
Annuité 2026 : 1 183 712€
Taux : 0.69%
Durée : 30 ans

- Emprunt FTTH 2024 :
 - Etablissement bancaire : ARKEA
Montant emprunté : 10 000 000 euros
Annuité 2026 : 667 292€
Taux : 3.5%
Durée : 30 ans
 - Etablissement bancaire : Banque postale
Montant emprunté : 20 000 000 euros
Annuité 2026 : 1 107 870 euros
Taux : 3.42 %
Durée : 25 ans
- Emprunts FTTH 2025
 - Etablissement bancaire : Caisse de dépôts
Montant emprunté : 10 000 000 euros
Annuité 2026 : 623 835 euros
Taux : 3.97 %
Durée : 30 ans
 - Etablissement bancaire : Caisse d'épargne
Montant emprunté : 20 000 000 euros
Annuité 2026 : 1 267 363 euros
Taux : 2.4 %
Durée : 25 ans
 - Etablissement bancaire : Banque postale
Montant emprunté : 10 000 000 euros
Annuité 2026 : 0 euros (début d'amortissement en 2027)
Taux : 3.68 %
Durée : 20 ans

En l'absence de remarques ou de questions supplémentaires, **le Président** propose de passer au vote.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

ARTICLE 1 : DE PRENDRE ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire sur la base du rapport d'orientations budgétaires ;

ARTICLE 2 : D'AUTORISER le Président à élaborer et présenter, sur la base du rapport d'orientation budgétaire, le budget primitif pour l'exercice 2026.

4. Usages et services : Mise en place d'un dialogue sur l'opportunité d'un rapprochement avec le syndicat mixte Numérian sur le développement des usages et services numériques

Le Président :

- Rappelle que l'article 1425-1 du CGCT est le seul cadre légal autorisant une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités à intervenir dans le secteur du numérique (notamment pour fournir des services de communications électroniques).
- Précise, à cet égard, que le syndicat mixte ADN a bénéficié du transfert de cette compétence de la part des collectivités situées sur le territoire des départements de l'Ardèche et de la Drôme. Le syndicat mixte ADN est par conséquent le seul groupement de collectivités statutairement habilité sur ce périmètre bi-départemental à pouvoir :
 - Établir, exploiter et mettre à disposition des infrastructures et des réseaux de communications électroniques ;
 - Mais encore à organiser et fournir des services de communications électroniques dans les conditions prévues par la réglementation à l'utilisateur final (ce qui inclut d'autres personnes publiques qui en feraient la demande).
- Explique que depuis la modification statutaire de 2025, le syndicat Numérian a pour objet « l'établissement, l'exploitation et la mise à disposition des services numériques et activités connexes » ainsi que : « [...] la transformation numérique des territoires dans les domaines des services et usages numériques, dans un but d'intérêt général, et notamment de solidarité territoriale. »
- Indique que l'imprécision statutaire du syndicat mixte Numérian ne permet pas de déterminer sans ambiguïté quel est le champ d'intervention du syndicat et crée, de ce fait, un risque de recouvrement avec la compétence statutaire du syndicat mixte ADN. Cette circonstance justifie donc qu'une démarche de dialogue soit mise en place entre ces deux établissements.
- Précise que le syndicat mixte ADN ayant vocation à définir les orientations stratégiques en matière d'infrastructures et d'usages numériques sur les territoires de l'Ardèche et de la Drôme, il appartiendra au syndicat mixte Numérian, dans le cadre de ce dialogue, de rechercher un alignement avec le syndicat mixte ADN, de travailler à la clarification et à la sécurisation de ses missions dans une logique de complémentarité.
- Insiste sur le fait que cette démarche de rapprochement n'emporte en aucun cas fusion des établissements, ni transfert ou redéfinition de leurs compétences respectives, lesquelles demeurent pleinement exercées par chacun des syndicats dans le cadre de son périmètre statutaire. Elle ne préjuge pas non plus des suites qui pourront, le cas échéant, être données. Toute évolution ultérieure fera, en tout état de cause, l'objet de décisions formelles, prises par les organes compétents des syndicats concernés.

Monsieur Norbert COLL émet des réserves sur l'opportunité d'un rapprochement avec le syndicat mixte Numérian. Il souhaite obtenir confirmation que le projet de délibération n'est pas engageant pour le syndicat mixte ADN.

Monsieur le Président rappelle l'article 5 du projet de délibération, lequel est ainsi rédigé « DE PRECISER que la présente délibération ne préjuge pas des suites concrètes qui pourront être données à cette démarche de rapprochement, lesquelles feront, le cas échéant, l'objet de nouvelles décisions formelles par les organes compétents des syndicats concernés ». Il confirme donc que cet article permet aux deux syndicats de conserver leur liberté de décision quant aux suites de la démarche de rapprochement qui seraient entreprises.

Monsieur Jacques LADEGAILLERIE s'interroge sur l'opportunité du rapprochement avec le syndicat mixte Numérian, au regard des différences d'objets entre les deux syndicats.

Monsieur le Président explique que le projet de délibération a précisément pour objet de mener une réflexion sur la manière dont une collaboration entre ces deux entités pourrait être profitable aux territoires de l'Ardèche et de la Drôme. Il rappelle, à cet égard, que la prudence des termes utilisés dans le projet de délibération témoigne d'une volonté d'un rapprochement très progressif, qui à ce stade, se limitera à une étude d'opportunité.

Monsieur Sébastien DELARBRE fait état des compétences statutaires du syndicat mixte Numérian et précise qu'il s'agit seulement de faire un état des lieux au regard des domaines d'intervention de chacun des syndicats. Il s'agit de favoriser une bonne articulation des compétences et d'éviter d'éventuelles interventions croisées, en faveur d'une logique de bonne gestion des deniers publics.

Monsieur Claude BRUN approuve la démarche mais souhaiterait avoir une clarification de la part de Numérian sur le périmètre exact de ses missions sur les deux départements, au-delà du catalogue de services.

Monsieur le Président insiste sur le fait que cette délibération n'a pas pour objet d'acter d'une fusion des établissements mais de favoriser une sécurisation des domaines d'intervention des deux syndicats.

Le Président propose de passer au vote.

** à la suite d'une erreur d'interprétation lors de la computation des votes, un recomptage a été effectué. Celui-ci ayant fait apparaître une égalité des suffrages exprimés, la délibération a été adoptée par l'exercice de la voix prépondérante du Président, conformément aux statuts en vigueur.*

Le Comité syndical décide :

- ARTICLE 1 : DE PRENDRE ACTE de la volonté du syndicat mixte ADN de s'inscrire dans une démarche de dialogue avec le syndicat mixte Numérian, dans le respect des périmètres de compétences propres à chacun des deux établissements ;

- ARTICLE 2 : DE FAVORISER, dans le cadre de cette démarche, des actions mutualisées, notamment à l'échelle des directions générales des deux syndicats, pour améliorer la lisibilité de l'action publique dans le domaine du numérique sur le territoire ;

- ARTICLE 3 : DE RECONNAÎTRE l'intérêt, pour chaque syndicat, de procéder, par les moyens qu'il juge appropriés, à un diagnostic préalable, notamment sur les plans juridique, organisationnel et financier dans la perspective d'un éventuel rapprochement ;

- ARTICLE 4 : DE PRÉCISER que cette démarche n'emporte ni fusion des établissements, ni transfert ou redéfinition de leurs compétences respectives, lesquelles demeurent pleinement exercées par chacun dans le cadre de son périmètre statutaire ;

- ARTICLE 5 : DE PRÉCISER que la présente délibération ne préjuge pas des suites concrètes qui pourront être données à cette démarche de rapprochement, lesquelles feront, le cas échéant, l'objet de nouvelles décisions formelles par les organes compétents des syndicats concernés ;

ARTICLE 6 : D'AUTORISER le Président du syndicat mixte ADN ou son représentant à signer toutes pièces utiles non financièrement engageantes à l'exécution de la présente délibération et dire que le Président en rendra compte au titre de son devoir d'information.

Votes « pour » : Didier-Claude BLANC, Claude BRUN.

Votes « contre » : Jacques LADEGAILLERIE, Bernard ROUVEYROL.

Abstention : Norbert COLL, Antoine ALBERTI.

** Conformément à l'article 8-2 des statuts du syndicat mixte ADN, lorsqu'il y a égalité des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.*

5. Fonctionnement : Extension de la délégation de pouvoir au Président du syndicat mixte ADN pour lui donner une habilitation pour agir et produire des écritures devant l'ARCEP

Le Président :

- Rappelle que parmi les attributions que le Comité syndical a délégué au Président en application de l'article 10 des statuts du syndicat mixte ADN figure celle d' « Intenter au nom du Syndicat les actions en justice ou défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui ». Cette « délégation est valable en première instance, en appel, en cassation, en intervention, devant le juge des référés et pour la constitution de partie civile. Elle vaut « devant tout ordre de juridiction administrative, judiciaire et financière »
- Indique que si cette délégation permet au Président de représenter le syndicat dans les contentieux dits « classiques », elle ne couvre pas explicitement les procédures engagées devant l'ARCEP, laquelle relève non pas de la catégorie des « juridictions » mais de celle des « autorités administratives indépendantes ».

- Précise qu'en raison du caractère régulé du secteur des communications électroniques, l'ARCEP peut être saisie pour trancher des litiges entre deux opérateurs. Or, lorsque ce différend concerne un de nos délégataires, le syndicat mixte ADN acquiert automatiquement, en application du dernier alinéa de l'article L. 36-8 du Code des postes et des communications électroniques, la qualité de partie devant l'ARCEP et, le cas échéant, devant la cour d'appel de Paris et la Cour de cassation.
- Explique qu'en conséquence le syndicat mixte ADN peut être amené, sans qu'il ne l'ait souhaité, à devoir produire des écritures devant le régulateur. Et qu'afin de prévenir tout risque d'incompétence pour représenter le Syndicat dans une telle hypothèse, le Président propose au Comité syndical de modifier la dernière phrase du point 14 de la délégation de pouvoir de la manière suivante : « La délégation est valable devant tout ordre de juridiction administrative, judiciaire et financière ainsi que devant toute autorité administrative indépendante, notamment l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP) ».

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

- ARTICLE UNIQUE : DE MODIFIER la délibération du Comité syndical n° 2021-13 du 6 décembre 2021 portant délégation de pouvoir au Président du syndicat mixte ADN de la manière suivante :

- La dernière phrase du 14° est ainsi modifiée : « *La délégation est valable devant tout ordre de juridiction administrative, judiciaire et financière ainsi que devant toute autorité administrative indépendante, notamment l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP) ».*

6. Informations réglementaires

Le Président :

- Rappelle que conformément à l'article 10 des statuts du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, le Président et le Bureau exécutif peuvent se voir déléguer une partie des attributions du Comité syndical.
- Précise que cette délégation de compétence est intervenue par délibération du Comité syndical en date du 06 décembre 2021.
- Poursuit en indiquant que dans un souci de transparence et en application de la délibération, un compte-rendu de chacune des décisions prises dans le cadre de cette délégation doit être exposé au Comité syndical.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

- ARTICLE 1 : DE PRENDRE ACTE des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations ;

- ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des délibérations prises par le Bureau exécutif dans le cadre de ses délégations

7. Questions diverses

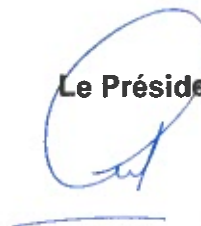
Sans objet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h29.

Le Secrétaire de séance

Claude BRUN

Le Président



Didier Claude BLANC